

L'ÉDITO DE CHARLES :

« **Au revoir et à bientôt...** »



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Voilà, après 7 mois sans interruption de bons et loyaux services à l'égard de notre petite communauté de contrariens, l'heure des vacances arrive et, je dois vous le dire, avec un plaisir non dissimulé !

Cette année, point de location de camping-car ou d'orpaillage dans les rivières sauvages des Pyrénées infestées de moustiques super piquants mais quelques jours de repos à la mer, le temps de rattraper les lectures en retard et de passer un peu de temps à jouer avec les enfants. La vie, la vraie, pas celle d'Auchan bien sûr...

L'année dernière, à la même époque, je tenais à remercier les 65 000 lecteurs de notre communauté de contrariennes et de contrariens plus ou moins contrariés. Sachez qu'aujourd'hui vous êtes plus de 165 000 à lire le Contrarien chaque mois. Ce succès c'est le vôtre car c'est vous toutes et tous qui vous servez du Contrarien Matin tous les matins pour faire de la pédagogie autour de vous en informant vos proches.

Alors je vous adresse un immense et grand merci.

Je vous fais également part de toutes mes excuses. Je reçois un courrier des lecteurs très abondant et d'une qualité remarquable. Je lis tous vos mails (et ma femme aussi !!) mais hélas, je n'ai matériellement pas le temps de répondre à chacune et chacun d'entre vous, mais cela sera l'une de mes résolutions pour la rentrée de septembre.

J'aime vos désaccords toujours constructifs et argumentés car ils me permettent de progresser et d'affiner ma réflexion, alors surtout, faites m'en part sans modération aucune !!

Préparez-vous, et réfléchissez !!

Qui pense peu se trompe beaucoup ! Ce n'est pas de moi mais semble-t-il d'Einstein qui n'a jamais brillé par sa bêtise, et c'est le moins que l'on puisse dire. Pensez mes amis, réfléchissez car c'est de la

réflexion que naît l'action et cela m'amène justement à revenir sur cette histoire de déménagement.

Je crois sincèrement que le moment est venu pour chacune et chacun de nous de s'organiser pour être plus autonome dans le monde qui vient et que l'on peut anticiper comme pour le moins difficile et l'année 2015 est une excellente candidate pour de grands changements aussi bien économiques que géo-politiques.

N'oubliez pas le PEL qui est constitué des trois éléments de votre vie sur lesquels vous pouvez agir. Patrimoine, Emploi, et Localisation. Vous pouvez changer de travail, de lieu d'habitation ou encore réagencer votre patrimoine pour le rendre plus résistant à la nouvelle phase de la crise qui approche.

Pour ceux qui en auront le courage ou qui s'ennuient durant ces quelques semaines de repos estival, je vous propose de piocher allègrement dans les archives du Contrarien Matin en ligne et accessible soit par la petite case « rechercher » soit par le bouton « édition précédente » à la fin de chaque édition !

Je profite de cette dernière édition pour vous proposer quelques articles que je considère comme importants à garder en tête et qui ne prétendent jamais être la vérité mais justement donc la vocation est de simplement venir nourrir votre réflexion au-delà de la pensée unique et dominante.

Chacun est libre de ses choix, de ses décisions le tout dans le cadre de sa responsabilité personnelle. N'attendez pas de savoir ce que l'État pourra faire pour vous. Il est en faillite virtuelle. La seule chose qu'il sera en mesure de faire sera d'augmenter vos impôts. Non, évidemment, faites vous-même. Préparez-vous et j'insiste encore lourdement sur ce point. J'espère que vous serez nombreux à comprendre le message, pour les autres je ne pourrai que leur souhaiter bonne chance, mais qu'ils sachent que si la chance est importante, on ne peut pas avoir de chance lorsque l'on enchaîne les mauvaises décisions et que l'on se complaît dans l'indécision et l'impréparation.

Alors à très bientôt, et encore merci à chacune et chacun d'entre vous pour votre fidélité qui nous permet de poursuivre cette aventure, bonnes vacances à ceux qui partent, et bon courage à ceux qui rentrent car la rentrée s'annonce torride...

Si l'actualité l'exigeait, je sortirais bien sûr de ma torpeur estivale pour venir partager avec vous des informations cruciales.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

Au 1er septembre... si vous le voulez bien !!

Charles SANNAT

« À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes »

Ceci est un article 'presslib', c'est-à-dire libre de reproduction en tout ou en partie à condition que le présent alinéa soit reproduit à sa suite. Le Contrarien Matin est un quotidien de décryptage sans concession de l'actualité économique édité par la société AuCOFFRE.com. Article écrit par Charles SANNAT, directeur des études économiques. Merci de visiter notre site. Vous pouvez vous abonner gratuitement www.lecontrarien.com.



France : « 100 jours pour redresser la France !... »



Mes chères contrariées, mes chers contrariens !

Alors que l'État français a remis sa copie budgétaire 2014 à la Commission européenne de Bruxelles qui préfère s'attaquer au bon élève allemand plutôt qu'au cancre français, je souhaitais proposer un contre-budget « révolutionnaire ».



Ce contre-budget est un budget

excédentaire pour la première fois depuis plus de 40 ans et c'est son objectif. L'idée c'est également non pas de dire ou d'affirmer que ces propositions sont la vérité absolue. Loin de là ! Le but c'est d'ouvrir le débat sur ce que peut être un budget, sur ce que doit être un budget permettant le redressement économique de notre pays et cela suppose une démarche totalement nouvelle où nous devons choisir ce que nous conservons et ce que nous supprimons. Ces choix doivent être collectifs, et c'est au peuple de France dans le cadre d'un grand référendum sur la fiscalité et le budget de faire un choix de société clair et simple.

Notre pays est un grand pays. Nous pouvons être fiers de nous. Nous ne devons pas avoir peur, ni des autres ni du monde. Nos décisions, en grande partie, nous appartiennent. Certes, des pans entiers de notre souveraineté sont partis à Bruxelles ou dans des instances internationales... mais ce n'est pas une fatalité. Même comme cela, même dans ce cadre pourtant peu idyllique, nous pouvons nous en sortir, nous pouvons redresser notre pays non pas en 10 ans, mais en un an ! Oui, en un an, nous pouvons libérer les énergies, préserver l'essentiel de notre modèle social qui peut ne pas plaire à tous (moi le premier je considère que de très nombreuses « optimisations » sont possibles et indispensables) mais auquel nos compatriotes sont très majoritairement attachés.

Or, la politique et l'économie doivent être au service du peuple et pas l'inverse. Nous pouvons faire beaucoup sans renverser la table (ce qui ne veut pas dire que de nombreux traités ne devront pas être renégociés, revus, etc.).

Notre pays, que nous le voulions ou non, fait partie du monde. Nous avons un rang à tenir, des engagements à respecter, ainsi marche le monde. Alors nous devons d'abord prouver ce que nous sommes. Nous devons montrer de quoi nous sommes capables lorsque nous affrontons le monde avec lucidité, courage et détermination.

Notre pays a de très nombreux atouts. Une langue riche, une histoire exceptionnelle, une culture importante, un État et des institutions qui, à défaut d'être parfaits, sont stables, une population formée et compétitive, des infrastructures de qualité, des chercheurs remarquables – ce qui n'en empêche pas certains de beaucoup chercher sans jamais rien trouver –, un peuple créatif, une démographie dynamique. Pour notre pays, le déclin n'est pas une fatalité et ne doit pas l'être.

Mais refuser le déclin ce n'est pas aller se réfugier dans l'incantation et l'affichage d'un optimisme béat de façade aussi stupide que contre-productif.

Refuser le déclin c'est d'abord affronter la situation collectivement, ensemble, avec force, courage et détermination. C'est débattre et c'est décider ! Décider d'une stratégie nationale de redressement qui ne soit pas que des mots mais des actes et, compte tenu de notre situations, ne vous trompez pas, les actes devront être forts.

Alors voici les grandes lignes et vous aurez toutes les sources pour vérifier les chiffres par vous-même à quoi pourrait ressembler le redressement de la France en 100 jours.

C'est un budget de combat, de combat pour la sauvegarde de notre nation, de son intégrité, des intérêts vitaux de son peuple et c'est un budget garant de notre indépendance financière.

N'oublions jamais que celui qui commande, c'est celui qui donne l'argent ! À tous ceux qui veulent, et je pense en particulier à mes camarades contrariens, qui souhaitent sortir de l'euro et de l'Europe, la véritable indépendance de la France commence par notre indépendance financière.

Redressons les comptes, préalable à tout le reste et au retour de la voix de la France dans le concert des nations. Dès lors, nous pourrons façonner l'Europe que nous souhaitons... ou la quitter !

Dernière idée que je souhaitais partager avec vous dans cette introduction, dans les temps de grande confusion que sont les nôtres, c'est la différence sémantique essentielle entre réformer et changer !

Réformer c'est « modifier en apportant des améliorations ».

Changer c'est l'action de changer quelque chose, c'est un passage d'un état à un autre. Le changement (qui devrait être maintenant) c'est une modification profonde, une rupture qui bouleverse l'ordre établi.

Notre pays est au-delà de la réforme, il doit profondément changer sa manière de penser et ses façons de faire à peu près tout ce que nous faisons.

Nous devons quitter le millénaire dernier, nos réflexes et notre organisation hérités de la révolution industrielle et enfin entrer totalement dans ce nouveau siècle. À tous les niveaux, nous devons porter le changement pour adapter nos structures et nos fonctionnements à ce nouveau monde. Ce sera un bouleversement mais il peut être et doit être positif pour tous.

Voici les impératifs fixés à la rédaction de ce budget

1/ Ne pas baisser les retraites et les pensions (ce qui ne veut pas dire qu'il ne doit pas y avoir une participation à l'effort collectif).

2/ Ne pas baisser les aides et prestations sociales (ce qui ne veut pas dire qu'il ne doit pas y avoir une participation à l'effort collectif).

3/ Ne pas toucher à la santé et aux soins médicaux (ce qui ne veut pas dire qu'il ne doit pas y avoir une participation à l'effort collectif).

4/ Ne pas toucher aux salaires de nos fonctionnaires ni à leur nombre (ce qui ne veut pas dire qu'il ne doit pas y avoir une participation à l'effort collectif).

5/ Supprimer l'ISF (contre-productif) et l'impôt sur le revenu, sauf pour les tranches les plus hautes mais pour ces dernières il sera baissé de façon très importante (divisé par deux).

6/ Faire baisser les prix de l'immobilier puisque le logement est le premier poste de dépense des ménages. Faire baisser les prix de l'immobilier, c'est redonner du pouvoir d'achat aux gens.

7/ Ne pas affoler nos partenaires ni le monde en ne sortant pas de l'Europe et en respectant nos engagements internationaux (dettes) ainsi que tous les accords déjà passés et sur lesquels notre pays est engagé. Les renégocier sera possible mais cela prendra du temps, or le redressement ce doit être maintenant !

L'idée c'est de démontrer qu'en supprimant tout le superflu, on peut préserver l'essentiel.

Un budget de vérité, de choix et de convictions !

Bref, ce budget excédentaire ne remet aucune des dépenses fondamentales de l'État-providence en cause... et pourtant il est excédentaire et, vous le verrez, de beaucoup.

Gardez toujours à l'esprit l'idée suivante : entre jouer gratuitement au ping-pong et être soigné lorsque l'on est malade... que doit-on choisir ? La réponse est essentielle, car on ne peut plus financer les deux. Alors supprimons le superflu, concentrons-nous sur l'essentiel et libérons l'économie.

Immobilier

Aider le marché immobilier n'est pas économiquement pertinent dans la mesure où toute injection d'argent public biaise les prix du marché. Le marché

doit être libre et la formation des prix doit être laissée. Aider la pierre, c'est laisser les prix atteindre des niveaux très élevés qui, en réalité, pénalisent les plus modestes et renchérissent à l'arrivée d'une façon très importante le coût d'acquisition des logements. Les prix de l'immobilier doivent baisser car c'est le principal poste de dépenses des ménages. Si les coûts de logement baissent de 50 % et que le logement représente 40 % du budget d'un ménage dans les grandes villes, cela signifie à revenus identiques un gain de pouvoir d'achat de 20 % ! La baisse du marché immobilier doit être une priorité. À défaut que l'État fixe le prix au m², l'État peut suspendre toute aide à la pierre. Quand on n'a pas les moyens, on n'achète pas. Donner une subvention pour permettre à un insolvable d'acheter, c'est faire rentrer un acheteur de plus sur le marché. On augmente donc la demande artificiellement. On fait donc monter les prix artificiellement. Ne rien faire fera baisser les prix... et permettra rapidement aux insolubles d'aujourd'hui d'être solvables seuls demain.

Suppression du PTZ et de l'ensemble des aides à la pierre : 6 milliards d'euros (en fait, on peut aller largement plus loin dans ce domaine mais soyons conservateur dans notre hypothèse).

Nous pouvons même aller beaucoup loin en considérant que la construction de nouveaux logements sociaux est une absurdité lorsque dans une ville comme le Mans, 50 % du parc HLM est vide. Oui, vous avez bien lu. Vide. Nous pouvons également considérer qu'un individu durablement privé d'emploi, bénéficiant de l'assistanat public (que nous ne remettons pas en cause ici mais qui mérite débat), par exemple sans emploi depuis 5 ans, ne doit pas occuper un logement social par exemple en région parisienne où les délais d'attente peuvent être importants. Soit cette personne retrouve un poste et du coup sort des systèmes de solidarité comme le RSA, soit elle se voit attribuer un nouveau logement au Mans, libérant ainsi un logement pour une personne qui travaille et qui en a véritablement besoin. Cela évite de construire de nouveaux logements en utilisant nos capacités de logements actuelles bien réelles et largement suffisantes. Il s'agit là de plusieurs milliards supplémentaires d'économie. Cela permet également de participer à l'aménagement du territoire et, disons-le aussi, la vie est moins chère au Mans qu'à Paris. Bref, la mobilité doit être incitée pour une meilleure utilisation de nos moyens existants. Poussé à l'extrême, nous pouvons supprimer l'ensemble des aides au logement ou presque, sans pour autant ne pas loger les gens. Mais doit-on, dans notre organisation, mettre au centre de notre action le choix individuel ? Pas forcément. Un droit opposable au logement est une excellente idée. Il faut la conserver. Mais c'est la collectivité qui attribue un logement. Là où il est disponible. L'individu peut refuser, mais dans ce cas, ce n'est pas à la collectivité de payer. Voilà ce qu'est le bon sens de base.

Programme d'économie « opérateurs de l'État » à hauteur de 5 milliards d'euros

Les opérateurs de l'État, c'est plein de machins qui gèrent des problématiques spécifiques comme par exemple les Agences de toutes sortes. L'Agence Paul Emploi est un opérateur de l'État. Mais ce n'est pas le seul. Pour certains, l'utilité est évidente. Pour d'autres, elle est tout simplement très contestable et encore, je reste courtois. Alors économiser sur ce poste 5 milliards d'euros en quelques décisions et suppressions est d'une facilité assez déconcertante, sans oublier de nombreux regroupements possibles.

Suppression de la formation professionnelle : 30 milliards d'euros

Hurlez si vous voulez. Plus nous dépensons dans la formation professionnelle, plus notre taux de chômage augmente ! L'utilité économique est très douteuse et cela fait 40 ans que la gabegie dure. C'est assez. Supprimons-là. La formation doit être assurée par le système scolaire et ce

système scolaire doit être profondément réformé non pas dans ses rythmes scolaires, qui sont la dernière préoccupation ou presque, mais dans le contenu et les objectifs même des formations assurées par l'État à travers l'éducation nationale. Il est possible de considérer qu'il sera infiniment moins coûteux de permettre à des adultes de suivre des formations existantes en FAC avec des locaux et des structures déjà existantes. Rajouter un banc dans un amphithéâtre c'est presque gratuit, vu que l'on dispose déjà de stocks de bancs !

Enfin, il ne faut pas oublier que là aussi, Internet révolutionne et révolutionnera fondamentalement l'acquisition des savoirs et des compétences. La formation à distance fonctionne, la technologie des cours en ligne s'est considérablement améliorée, les webinaires sont désormais possibles sans problème, bref, de chez soi, la France entière pourrait assister à un cours de physique nucléaire... simplement si nous installions une webcam et nous donnions à l'enseignant un micro... Bref, nous avons les moyens techniques de former des millions de français, en temps réel, et sans aucune augmentation de coût. Alors oui, je l'assume, parce qu'il existe bien d'autres solutions, la formation professionnelle est aujourd'hui une aberration financière. Nous récupérons donc d'un simple trait 30 milliards d'euros.

Suppression des subventions aux associations : 30 milliards d'euros

Sur ce thème, le débat est assez simple à poser. Que préférons-nous ? Être soigné lorsque l'on est malade, atteint d'un cancer dont, hormis quelques très très riches, personne ne peut payer l'accès aux soins... ou pouvoir faire du ping-pong gratuitement ? Il ne faut pas se mentir. Nous ne pouvons plus financer les deux. Le loisir et le coût du loisir relèvent de la responsabilité financière privée. Pas de la solidarité nationale. Il arrive un moment, il faut arrêter les âneries.

Il faut donc définir les associations prioritaires. Il y en aura 50. Pas une de plus, et elles devront là aussi se regrouper si elles veulent survivre grâce aux subventions de l'État.

Deux thématiques. La première, la recherche médicale et la santé. La deuxième, le remplissage des gamelles et le soutien aux plus démunis. Cela signifie que les Restos du cœur, le Secours populaire, la Croix Rouge et la recherche contre le Cancer seront encore subventionnées. Pas l'association des boulistes de Tulle.

Pour vous donner un point de comparaison concernant le rapport coût/utilité pour la collectivité, les Restos du cœur ont un budget d'environ 180 millions d'euros. Or l'État ne verse que... moins de 5 millions d'euros par an aux Restos du cœur... vous avez bien lu... Si 25 millions proviennent de l'Europe, l'État français ne met presque pas la main à la poche pour les Restos du cœur. Alors oui, lorsque nous en sommes à ce niveau d'aberration où ce sont les citoyens qui paient encore chaque année, en plus de leurs impôts et taxes, pour être sûrs que personne n'ait le ventre vide alors il est temps, grand temps, de supprimer l'ensemble de ces subventions. Ce n'est pas une réduction, une simplification non... il est indispensable de procéder à l'élimination pure et simple de cette honte économique. Et hop, 30 milliards d'euros en plus !

Nationalisation des péages : 5 milliards d'euros

Les péages – vous savez, les autoroutes construites avec l'argent de nos grands-parents et de nos parents –, privatisés en 2006 me semble-t-il pour moins de 15 milliards d'euros, en ont rapporté, depuis, 44... qui échappent à l'État. Alors oui, d'un simple trait et d'une simple signature, en renationalisant un patrimoine qui appartient non pas au privé mais aux Français, nous pourrions récupérer au moins 5 milliards d'euros par an. Et hop, + 5 milliards tous les ans... sans compter que l'augmentation des péages n'ira pas enrichir

les actionnaires privés mais permettrons à l'État de se désendetter encore plus vite.

La TVA Sociale ! Une nécessité !

Une véritable TVA sociale à 30 %. Chaque point de TVA supplémentaire rapporte environ 6,5 milliards d'euros soit une recette complémentaire d'environ 55 milliards d'euros.

Pour les produits de base, alimentaires, hygiène, etc., pas de taux réduit mais un taux à 0.

En contrepartie, suppression de l'impôt sur le revenu pour les petites tranches, et pour les tranches supérieures, on divise par deux le montant de l'impôt sur le revenu.

Nous devons taxer les produits qui viennent de l'étranger afin de relancer la compétitivité de notre pays. Comme les droits de douanes sont interdits, il faut taxer très fortement la consommation. Celui qui peut acheter un aïe-Pad à 600 euros... peut le payer 800 €, il attendra juste deux mois de plus, ce qui lui fera du bien et le rendra à l'arrivée plus « humain » et moins consommateur crétin !

Pas d'écotaxe mais l'éco-participation !

L'écotaxe n'a rien d'éco ! C'est juste une taxe. Sur chaque produit, nous payons déjà une éco-participation de quelques centimes. C'est sur cette taxe qu'il faut jouer car elle participe de notre compétitivité. Tous les produits doivent être taxés à leur véritable coût environnemental en prenant le nombre de kilomètres parcourus... Ce n'est pas de ma faute à moi si la Chine est beaucoup plus loin que la Bretagne... Après, si les Chinois veulent ouvrir une usine en Bretagne en me recrutant quelques milliers de schtroumpfs grognons aux bonnets rouges, nous devrions pouvoir nous mettre d'accord.

TVA sociale et éco-participation massives sont compatibles avec le droit du commerce international ! Cela va créer une relocalisation importante de la production en France et en Europe, cela aura un impact majeur sur l'emploi et donc, au bout du compte, sur les salaires qui pourront enfin monter... Chaque produit vous coûtera plus cher, mais vous aurez un travail, moins d'impôts, et surtout il faudra accompagner cela d'une législation sur la qualité.

La qualité et la conception des produits

J'aime nos écolos lorsqu'ils ne parlent d'écologie qu'avec des taxes « justes »... écotaxe, taxe carbone, etc., alors que le débat n'est pas là. L'idée c'est tous les ans d'augmenter la durée légale de garantie des produits achetés afin que les industriels puissent s'adapter et de faire changer notre modèle de consommation basé sur une consommation de masse, qui n'est non seulement pas source de bonheur et de félicité humaine, mais qui en plus est écologiquement non supportable à terme tant les ressources se raréfient.

Au bout de 5 ans, tous les produits de plus de 30 euros devront être garantis 5 ans, 10 ans ou 15 ans ! Payer plus cher mon lave-linge ? Oui. Le double ? Oui... surtout s'il doit durer 3 fois plus longtemps. Avec une telle politique, nous retrouverons de l'activité sur nos territoires, et nous rétablirons nos balances aussi bien des paiements que commerciales.

Il ne faut pas non plus oublier l'impérative nécessité de l'éco-conception où chaque produit doit être conçu dès le départ pour être réparé, amélioré au fil du temps (« upgradé » comme on dit dans le secteur de l'informatique) et, enfin, pour être recyclé. C'est à cela que doivent servir les normes qui seront respectées puisque nous avons les moyens de transformer nos 150 000 emplois d'avenir en autant de vérificateurs de containers !

Suppression de toutes les aides aux entreprises

Jamais nous n'avons autant aidé les entreprises.

Jamais elles n'ont été aussi taxées, contrôlées, redressées et, disons-le, « emmerdées ».

Foutons la paix aux entrepreneurs ! Plus d'aides certes, mais plus de taxes non plus. Les aides fournies sont économiquement peu ou pas efficaces. Il se trouvera toujours quelqu'un pour dire que tel ou tel programme est essentiel. La réponse est non. Une entreprise doit être viable seule et pas par l'intervention souvent catastrophique de l'État.

Suppression de l'ensemble des aides aux entreprises : 110 milliards d'euros d'économie. L'impôt sur les sociétés rapporte environ 53,5 milliards d'euros. Ce dernier ne sera pas supprimé mais baissé très significativement à 10 %, ce qui sera l'un des taux d'impositions sur les bénéfices les plus bas du monde, relançant l'attractivité de notre pays. Disons qu'il rapporte encore 10 milliards d'euros au lieu de 53,5. Cela nous fait une économie nette de 66,5 milliards d'euros.

Extension du régime de l'auto-entrepreneur et augmentation des seuils afin de permettre à toutes les TPE de pouvoir rejoindre ce système et sa simplicité. Voici le véritable choc de simplification. Augmentation du seuil de chiffre d'affaires à 200 000 euros. Ainsi, le petit artisan ne sera plus concurrencé par le petit auto-entrepreneur. Ouvrons-lui les mêmes droits plutôt que de fermer ceux des autres, tout cela n'est qu'une question de point de vue. Invertissons nos modes de pensée erronés.

Libérons toutes les énergies créatrices de notre pays. Que les gens puissent gagner de l'argent. Plus nous aurons de riches, plus nous serons tous moins pauvres à défaut d'être vraiment tous riches !

Audiovisuel public, quelle blague économique

Les dépenses actuelles s'élèvent à 3,8 milliards d'euros. Réduction par deux du budget (et encore, c'est très gentil).

Refonte de l'ensemble des services avec la suppression de tous les « multiples doublons », une rédaction pour chaque France 2, 3, 4, 5, 6 etc., rationalisation de l'ensemble des dépenses.

Pour comparaison, et à titre « purement indicatif », BFM TV tourne avec environ 200 collaborateurs, dont 150 journalistes, pour un budget de moins de 50 millions d'euros. Rien, je dis bien rien ne peut justifier les 3,8 milliards d'euros de notre audiovisuel public. L'objectif d'une réduction par deux est encore finalement beaucoup trop « gentil ». Économisons là 3 milliards d'euros, avec 800 millions d'euros, soit 16 fois plus que BFM TV, en tant que citoyen j'espère avoir un service rendu en regardant France 2 au moins 16 fois supérieur qu'en regardant BFM. Vous comprendrez mieux sans doute pourquoi le gouvernement grec a fermé ni plus ni moins ses chaînes télé pendant quelques jours. Trop, c'est trop. Économie : 3 milliards d'euros

Comment affecter ces économies ?

80 % des excédents seront affectés au remboursement de la dette de la France. Chaque remboursement permettra de faire diminuer chaque année un peu plus le montant exorbitant des intérêts de notre dette, nous redonnant de nouvelles marges budgétaires également affectées à la réduction de la dette. Les 20 % restant pourraient être consacrés au renforcement des réserves d'or de la Banque de France, renforcement indispensable à notre éventuel sortie de l'euro et qui permettrait d'asseoir notre nouvelle monnaie sur une situation financière en cours de rétablissement et, à terme, la plus saine du monde et sur des réserves d'or suffisantes pour accorder à notre pays la monnaie qu'il mérite.

En moins de 10 ans nous aurons remboursé 100 % de notre dette

Cela nous fera économiser, au terme de ces 10 années d'efforts, 50 milliards d'euros de charge pour le paiement des intérêts de la dette. La France sera riche, nous pourrons financer tous les projets ou presque que nous souhaitons. L'endettement sera tout simplement interdit car rien ne justifie, hormis la guerre, que nous ayons recours à la dette. Comme toutes les familles, nous devons fonctionner en lignes créditrices.

L'activité économique ne sera pas étouffée par un État obèse et pourtant, nous aurons préservé l'essentiel de notre modèle social grâce à un budget excédentaire de 100 milliards d'euros dès la première année. En moins de 100 jours, notre pays peut se redresser de façon spectaculaires sans que les efforts soient incommensurables, mais pour cela il faut changer toute notre façon de faire et disons-le, à peu près sur tous les sujets.

Il y a encore de très nombreux points sur lesquels nous pouvons agir et les marges de manœuvres financières sont en réalité considérables. Nous sommes nous-mêmes prisonniers d'une idéologie et d'un fonctionnement, quant à nos mamamouchis, je suis persuadé qu'ils n'ont véritablement rien compris. Ils sont à l'économie ce que les bâtisseurs du Titanic étaient à ce navire... des gens sûrs d'eux, suffisants, persuadés d'avoir construit le navire le plus sûr et totalement insubmersible, conduisant les passagers à la catastrophe avec leur arrogance de professionnels. Noé, lui, était un amateur. Son navire flotta et sauva la vie sur Terre.

Le débat sur notre budget doit être ouvert ainsi que celui sur la compétence de nos « zélites » !

Restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Charles SANNAT

Ceci est un article 'presslib', c'est-à-dire libre de reproduction en tout ou en partie à condition que le présent alinéa soit reproduit à sa suite. Le Contrarien Matin est un quotidien de décryptage sans concession de l'actualité économique édité par la société AuCOFFRE.com. Article écrit par Charles SANNAT, directeur des études économiques. Merci de visiter notre site. Vous pouvez vous abonner gratuitement www.lecontrarien.com.

[Pour retrouver tous les liens et sources de cet article en bas de l'article original ici !!](#)



.....

Pour un stockage à domicile, avec un MAXimum de sécurité, la 20 Francs Suisse 'MAX'.

Spécialement conçue pour être conservée chez vous
grâce à sa coque scellée hautement sécurisée

Frais de port et assurance du colis OFFERTS

Commandez votre kit or >



AuCOFFRE.com

France : « Comment résister à la crise ? Choisir son emploi, sa localisation et devenir résilient ?... »



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

On me demande souvent comment se préparer à l'effondrement économique qui risque désormais de survenir à tout moment. En premier lieu, il est important de se préparer avant tout à une situation économique durablement épouvantable avec une longue et plus ou moins lente déliquescence

de nos sociétés plus qu'à un effondrement brutal et rapide de l'ensemble du système et de ses institutions. Non pas que celui-ci soit impossible, un accident boursier ou financier est si vite arrivé que cela n'est évidemment pas à exclure loin de là, mais ce n'est ni le scénario en cours ni le scénario le plus probable. Ce qui est en cours, actuellement, sous vos yeux, partout dans le monde aussi bien en Amérique du Nord, qu'au Japon en passant par l'Europe, c'est-à-dire dans l'ensemble des pays dits « développés », c'est une raréfaction massive de l'emploi et donc une crise lancinante qui exclut progressivement de plus en plus d'hommes et de femmes du travail et donc de la redistribution des richesses. Chaque année, des millions de nouveaux pauvres arrivent. Pourtant, tant que vous ne perdez pas votre emploi, finalement la crise reste relativement invisible. Le chômage et la décroissance forcée sont vécus comme des drames personnels (et ce sentiment est évidemment savamment entretenu par nos autorités) alors qu'il s'agit d'un mouvement d'ampleur, mondial, et qui en réalité matérialise un changement total de paradigme économique actuellement en cours.

Lors de mon dernier édito, j'ai eu l'outrecuidance d'évoquer le fait qu'il n'y avait plus de sous pour payer le social dont font partie les fonctionnaires dans la mesure où ils bénéficient de la dépense publique. Que n'ai-je pas reçu comme mails courroucés de nombreux camarades faisant partie de la fonction publique. Encore une fois, il ne s'agit pas de dire qu'ils méritent ou qu'ils ne méritent pas ! Tel n'est pas le sujet. À tous ceux qui croient qu'il y a plein de pognon et qu'il suffit de taxer les riches... je le leur dis en toute gentillesse et bienveillance qu'ils ont tort. Tort parce que les riches, ceux qui viennent en yacht chez nous, ne sont pas des résidents fiscaux français. Les seuls en

mesure de payer sont les classes moyennes et les moyennes supérieures dont font d'ailleurs partie la grande majorité des fonctionnaires. Qu'il y ait beaucoup de riches dans le monde est une évidence. Croire qu'ils sont en France est une erreur. S'imaginer que l'on puisse les taxer plus sans qu'ils ne partent est encore plus bête... Les premiers qui devraient donc se préparer sont ceux qui dépendent de la dépense publique car ils pensent que cette dernière est « sûre » et certaine alors que la réalité est toute autre. Le déni est frappant et le courrier des lecteurs une nouvelle preuve flagrante de l'incompréhension de certains.

Se préparer à une situation économique durablement épouvantable c'est se préparer sur 3 plans parfaitement distincts les uns des autres mais qui, mis ensemble, vont former une stratégie globale. Votre stratégie globale de résilience.

Le PEL, patrimoine, emploi, localisation...

Vous connaissez tous le PEL, le plan épargne logement ! Actuellement et par les temps qui courent, l'idée devrait plus être de vous poser des questions métaphysiques sur le triptyque patrimoine, emploi, localisation !

En effet, le patrimoine, l'emploi (les compétences) et la localisation géographique sont les trois grands paramètres qui relèvent de votre responsabilité et de votre liberté. Vous pouvez toujours m'expliquer que vous êtes obligé de travailler là où vous travaillez, de vivre là où vous vivez, de dépenser comme vous dépensez, que vous « ne pouvez pas faire autrement ». Je vous dirai que c'est juste une excuse. Plus ou moins valable mais cela reste tout de même une ou des excuses. La réalité c'est que vous êtes libre. Libre de partir, libre de déménager, libre de changer d'emploi, libre de changer de pays ou de région, libre un en mot de changer de vie. Pourtant très peu d'entre nous utilisent pour tout un tas de raisons cette liberté encore offerte. Cela donne même assez souvent quelques reportages tristement cocasses à la télévision.

Passons rapidement en revue ces trois paramètres sur lesquels vous pouvez travailler et qui sont de votre ressort. Nous sommes bien d'accord sur le fait que nous ne maîtrisons pas la conjoncture économique, l'environnement politique, ou encore les directives européennes sans oublier la fiscalité qui s'impose à nous. Néanmoins, il est toujours bon de rappeler que nous sommes responsables de nos choix dans certains domaines.

Le patrimoine

Les grands principes que l'on doit appliquer ou vers lesquels on doit tendre dans la mesure du possible sont tout d'abord une politique systématique de désendettement. La dette est une privation de liberté de façon générale et les intérêts que vous payez sont une spoliation sur votre revenu. Premier objectif : ne pas avoir de dette (ou le moins possible, nous sommes bien d'accord que le fait d'acheter une maison cash est rare puisque 96 % des achats immobiliers donnent lieu à un crédit bancaire), cela veut dire que lorsque l'on a de l'épargne on rembourse au maximum par anticipation et on pense à négocier l'absence de pénalités de remboursement anticipé lorsque l'on prend un crédit. Évidemment, on ne finance pas à crédit son nouvel écran plat ou encore ses vacances de cet été. Si on n'a pas de sous, eh bien on attend...

On se débancarise au maximum en ayant à la banque que le strict nécessaire correspondant à sa situation, et enfin on va privilégier les investissements uniquement dans les actifs tangibles comme l'or, l'argent, les diamants, les forêts ou les terres agricoles. Enfin, l'objectif doit être dès maintenant de réduire votre consommation au nécessaire en éliminant tout type de superflu inutile. Il ne s'agit pas d'aller vous enfermer dans un couvent mais d'éliminer toutes les dépenses non vitales afin d'augmenter votre capacité d'épargne au

maximum. La véritable liberté est celle qui est conférée par les économies disponibles. Avoir des sous d'avance c'est pouvoir faire face y compris à certains changements de choix de vie, ce qui va justement nous conduire à la notion d'emploi.

L'emploi

Aujourd'hui, ce qui compte n'est pas le statut cadre ou pas cadre, mais le savoir-faire. Votre savoir-faire est-il délocalisable et votre travail faisable par un petit Chinois et/ou Indien pour le tiers ou le quart de votre prix ? Les informaticiens commencent à découvrir les joies... des informaticiens indiens et chinois. La Société Générale a délocalisé une partie de sa comptabilité en Inde... pourtant la compta c'est un métier solide ! À voir. Votre travail est-il susceptible d'être remplacé à plus ou moins brève échéance par un robot, un humanoïde ou encore un automate, sans oublier Internet ! C'est le cas par exemple des caissiers, des vendeurs dans les boutiques, des serveurs, des pervenches ou encore de presque tous les manutentionnaires (caristes comme on dit !) sans oublier les centaines de milliers de petits banquiers dans les agences qui seront progressivement remplacés très avantageusement par les banques en ligne...

Je vous indique en annexe un article de Challenges sur les métiers de l'artisanat qui marchent encore ! Évidemment plombiers, électriciens et autres savoir-faire techniques ont le vent en poupe. La fuite d'eau c'est ici, pas en Chine ! Et il se passera du temps avant que l'humanoïde soit capable de vous réparer une fuite ! L'avenir est aux hauts potentiels intellectuels et... aux manuels. Entre les deux, c'est le chômage qui vous attend.

Vous devez donc, nous devons avoir une véritable réflexion aussi bien pour nous que pour nos jeunes autour de l'orientation professionnelle. Il faut se poser les questions. Il faut savoir aller à contre-courant. Il ne faut pas rester sur des idées préconçues du type... mon fils sera cadre ce qui ne veut plus rien dire en soi.

Enfin, sachez-le, c'est important à avoir en tête : avant, le salariat vous protégeait des aléas et l'emploi était facile à trouver. Il y avait donc assez peu d'intérêt à prendre des risques en entreprenant et en se lançant par exemple dans la création d'entreprise. Paradoxalement, avec le taux de chômage actuel, entreprendre devient finalement beaucoup moins risqué que de subir une pression très forte de son management et d'être viré à tout moment sans pouvoir éventuellement retomber sur ses pattes. En clair, entreprendre, c'est-à-dire être son propre patron, en ayant un savoir-faire non délocalisable et dont on a besoin est bien moins risqué que d'être un salarié en sursis de plan de social...

L'objectif ici n'est pas de vous donner une solution toute faite, simplement de partager avec vous des réflexions pour faire réfléchir et faire initier au plus grand nombre une prise de conscience sur le fait que le monde change et qu'il faut que nous changions avec lui pour ne pas le subir. Cela veut dire voir les choses autrement.

La localisation !

C'est un élément cardinal. En région parisienne en particulier et dans toutes les grandes villes en général, nous sommes totalement tributaires des services supports. Il n'y a aucune autonomie possible. Mais ce n'est pas tout. Les charges y sont particulièrement élevées et la vie très cher et la qualité de vie souvent n'est pas au rendez-vous. Le rapport qualité de vie/coût est très défavorable à la vie en ville. Quel est l'intérêt (financier uniquement, je ne parle pas des aspects affectifs) de vivre à Paris pour un retraité ou encore pour un smicard ? Il n'y en a aucun. Pour tous les gens qui font partie des classes moyennes et qui s'entassent dans des banlieues de plus en plus moisies, la

question doit aussi se poser, car finalement là où c'est le pire et le moins évident c'est évidemment pour toutes ces classes moyennes qui gagnent entre 1 500 et 300 euros par mois et dont l'essentiel part entre les charges de logements, les frais de gardes des enfants ou la scolarité dans le privé, ou encore dans les frais de transport. À l'arrivée, ces classes moyennes vivent modestement en ville alors qu'elles seraient presque riches en termes de pouvoir d'achat à la campagne ! Mais le travail n'est pas à la campagne... voici l'argument avancé. Certes. Mais posez les calculs. En les faisant, on se rend compte que pour deux fois moins de revenus on arrive à un niveau de vie meilleur... alors parfois, pourquoi se fatiguer inutilement pour payer des charges et des impôts... Il est indispensable de se poser la question. Reste après ce que j'appelle la grande illusion de la carrière. Les gens pensent parce qu'on le leur fait croire qu'ils « feront carrière »... hélas, pour l'écrasante majorité d'entre eux, il n'en sera rien et ils ne feront pas carrière. Mais le simple fait de le croire, de l'imaginer ou de l'espérer suffit à enchaîner cette majorité silencieuse qui se réveille, déçue et désabusée, lors de son pot de départ à la retraite... Oublié les 42 annuités de bons et loyaux services en moins de 15 jours...

Là encore, il faut de l'humilité, beaucoup d'humilité par rapport à la situation à laquelle nous sommes confrontés. De l'humilité et aussi une grande réflexion personnelle. Encore une fois, je ne voulais pas vous donner d'idées toutes faites ou préconçues mais uniquement des pistes de réflexion en vous incitant à vous poser des questions auxquelles par confort on refuse de répondre.

Quelle gestion de patrimoine et comment je dépense. Bref, quelles sont mes mauvaises habitudes, puis quel emploi, quelle formation, bref, comment m'orienter ou me réorienter pour ne plus subir l'emploi ? Enfin quelle localisation. Ou vivre et pourquoi ? En prenant ces 3 grands paramètres en compte dans votre réflexion, vous ferez un très grand pas non pas vers la décroissance forcée mais vers la simplicité volontaire choisie. Cela change tout. Cela vous rendra plus fort, plus résistant, plus indépendant, plus solide, plus robuste pour aborder ce monde épouvantable qui nous attend.

En réalité, nous sommes libres, mais nous acceptons que les chaînes invisibles de la société de consommation nous entravent et nous réduisent à l'état d'esclaves et d'intermittents du spectacle capitaliste tout juste bons à être pompés jusqu'à la moelle aussi bien par les besoins que l'on crée que par les impôts que l'on nous prend.

Retrouver notre liberté individuelle c'est commencer déjà par prendre en main son propre destin et ses propres choix de vie, sans même se préoccuper des choix ou des actes posés par la société. Changer le monde c'est aussi et avant tout commencer par se changer soi-même. Bonne chance à toutes et tous et excellente réflexion basée sur l'approche « PEL » !!

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Charles SANNAT

« À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes »

Ceci est un article 'presslib', c'est-à-dire libre de reproduction en tout ou en partie à condition que le présent alinéa soit reproduit à sa suite. Le Contrarien Matin est un quotidien de décryptage sans concession de l'actualité économique édité par la société AuCOFFRE.com. Article écrit par Charles SANNAT, directeur des études économiques. Merci de visiter notre site. Vous pouvez vous abonner gratuitement www.lecontrarien.com.

SCOOP : FLASH SPECIAL 4 missiles balistiques ukrainiens tirés vers les zones des séparatistes!!!



C'est une information d'une très grande gravité dont seule la chaîne CNN a rendu compte.

Pour la première fois depuis le début de ce conflit, le gouvernement de Kiev, soutenu par l'Union Européenne et les Etats-Unis a lancé 4 missiles balistiques SS-21 susceptible de transporter rien de moins qu'une charge nucléaire!

Ces 4 missiles

ont été abattu par les forces de défenses russes sans que l'on sache précisément comment ils ont été détruit.

Ces tirs ont provoqué le déploiements de l'armée russe qui a été à deux doigts de lancer une offensive de grande envergure sur l'Ukraine.

Nous jouons avec le feu, et le feu... ça brûle.

Cette information a bien été confirmé, mais les provocations des forces et alliés de l'OTAN ne font pas la « une » de nos médias.

N'oubliez pas, « radio Paris ment... »

Charles SANNAT

CNN 2014 07 29 Ballistic missiles Ukraine



Economie : « La grande remise à zéro du système est officiellement admise. Elle aura lieu. Préparez-vous ! »



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Comme vous le savez, je conteste la réalité de la reprise mondiale que l'on tente de nous vendre actuellement et depuis maintenant presque deux années.

La croissance n'est pas au rendez-vous. Certes les bénéfices augmentent comme l'explique très bien Martin Prescott dans sa

dernière vidéo que je vous fais découvrir dans l'édition d'aujourd'hui du Contrarien Matin. Pour lui, et je partage totalement son analyse (mais c'est toujours important de vous montrer qu'un Olivier Delamarche ou un Charles Sannat ne sont pas les seuls dans le monde à penser ce que l'on pense), l'augmentation des bénéfices des entreprises est réel certes, mais il résulte en très grande partie des licenciements et des réductions de coûts dans les sociétés. Les chiffres d'affaires, eux, sont sans doute possible orientés à la baisse. Or le chiffre d'affaires est le seul véritable indicateur des volumes de transaction et bien évidemment une des composantes essentielles du calcul du PIB et donc de la croissance économique générale.

Le grand « reset » est officiellement admis par le FMI

Mais ce n'est pas tout, ou en tout cas pas le plus important. Cela va vous demander un effort. J'en suis conscient car Christine Lagarde, la patronne du FMI, y parle en anglais dans le texte pendant 30 minutes. Mais je vous demande vraiment de consacrer au moins une demi-heure de votre temps à regarder cette vidéo. L'avantage c'est que dame Christine est un peu française sur les bords et que sa prononciation de la langue de Shakespeare nous est parfaitement familière. Disons que vous avez plus de chance de comprendre ce que raconte Lagarde que ce que tentera de vous dire avec son accent pourri le texan moyen.

L'avantage c'est que même si vous ne parlez pas l'anglais, vous n'avez qu'une chose à retenir. Qu'un seul mot. Le mot « reset », que l'on peut traduire par « remise à plat » en français. Ecoutez et cherchez et comptez simplement le nombre de fois où elle va prononcer ce mot en trente minutes. Il s'agit d'une intervention lors du forum économique de Davos.

Nos dirigeants sont donc censés être pleinement informés de ce qu'il va se passer dans les années ou les mois à venir et nous allons vivre en vrai une grande remise à plat du système monétaire mondial car au bout du chemin, il n'y aura aucune autre solution. N' imaginez pas que cela ne sera pas douloureux. Cela le sera. Cela fera mal et encore plus aux patrimoines.

C'est la raison principale pour laquelle vous devez vous préparer. Cette vidéo est accessible pour vous dans cette édition du Contrarien Matin et je remercie notre camarade contrarien du Quebec Martin Prescott d'avoir mis en avant cette vidéo de Christine Lagarde car elle est effectivement essentielle.

L'Italie se fait retoquer par Bruxelles

Pendant ce temps, nous avons appris aujourd'hui que l'Italie s'était fait taper sur les doigts par Bruxelles car finalement il manque des sous dans la caisse mais cela n'est pas une surprise et il faudrait que Renzi (qui a gagné les élections européennes en redonnant des sous aux Italiens) augmente les impôts de 9 milliards d'euros, soit deux fois plus que ce qu'il vient de rendre à sa population.

Mais maintenant que les élections sont passées, les Italiens vont pouvoir se

faire tondre tranquillement et sans conséquences « démocratiques » désagréables possibles. C'est beau la politique et l'art de prendre les peuples pour des cons.

L'enquête ADP sur l'emploi aux États-Unis révèle un climat de morosité

Une dépêche Reuters nous a appris que d'après « l'enquête mensuelle ADP, le secteur privé américain n'a créé que 179 000 postes le mois dernier alors que les économistes interrogés par Reuters en attendaient en moyenne 210 000 ».

C'est évidemment une déception supplémentaire mais cela n'empêchera probablement pas les marchés boursiers américains de terminer la séance à nouveau en hausse tellement tout va mieux que bien dans ce bas monde.

Le grand « reset » de Lagarde sera votre grande ruine

Comprenez-moi bien, je n'éprouve aucun plaisir à vous annoncer de mauvaises nouvelles. Je préférerais vous annoncer un avenir radieux, plein de joie, de bonheur et de richesse, hélas tous les éléments factuels dont nous disposons démontrent très clairement à qui accepte de ne pas faire l'autruche que nous sommes engagés sur une pente dangereuse et vraisemblablement sans retour.

L'ultime étape de cette crise sera monétaire et je vous repose le mécanisme que nous avons, que vous avez vécu depuis 2007 (même si les causes de cette crise sont multiples et plus profondes, pour ceux qui veulent mieux comprendre, lisez le hors-série « Les vraies raisons de la crise » accessible gratuitement en téléchargement sur le site du Contrarien Matin).

La crise immobilière américaine a entraîné la crise des subprimes. Les impayés de crédit ont conduit à une crise bancaire. Elle s'est transformée en crise financière et boursière. Cela a engendré une crise économique et une récession d'ampleur historique. Les États sont intervenus, ce qui a amené une augmentation exponentielle de l'endettement des pays pour la plupart déjà largement endettés, d'où une crise de l'endettement des États confinant à l'insolvabilité généralisée. Du coup, les banques centrales interviennent et émettent de plus en plus de monnaie. Au bout du compte et pour faire face à un niveau de dette jamais atteint, l'ultime étape de la crise sera monétaire. À l'effacement des dettes correspondra un effacement de l'épargne et l'arrivée de nouvelles monnaies. Les compteurs auront été remis à zéro et le grand « reset » aura eu lieu. Vous serez probablement ruiné. Puis les choses repartiront comme avant jusqu'à la prochaine grande ruine. Car l'économie est cyclique et une crise majeure frappe le système tous les siècles.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Charles SANNAT

« À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes »

Ceci est un article 'presslib', c'est-à-dire libre de reproduction en tout ou en partie à condition que le présent alinéa soit reproduit à sa suite. Le Contrarien Matin est un quotidien de décryptage sans concession de l'actualité économique édité par la société AuCOFFRE.com. Article écrit par Charles SANNAT, directeur des études économiques. Merci de visiter notre site. Vous pouvez vous abonner gratuitement www.lecontrarien.com.

IMPORTANT : « Débrouillez-vous !! Par Jacques Attali... »



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Le 17 septembre 2013, Willem-Alexander, roi des Pays-Bas, lors d'une allocution devant le Parlement néerlandais, déclarait le plus sérieusement du monde que « l'État-providence classique se transforme lentement mais sûrement en une société de participation. À tous ceux qui le

peuvent, il est demandé de prendre ses responsabilités pour sa propre vie et pour son entourage ». Évidemment, sous nos latitudes où tout va bien et où nous sommes au pays des Bisounours, ces déclarations « alarmistes », ces propos « pessimistes » non seulement ne pouvaient pas être repris mais encore moins tenus par nos propres dirigeants.

Il s'agit là d'une mise en garde sans ambiguïté sur la réalité, qu'on l'aime ou pas. Dans tous les cas, elle s'imposera à nous. Il n'y a aucune bonne solution et nous sommes confrontés à une crise d'une telle profondeur qu'en réalité il s'agit, comme je le dis et le répète, non pas juste d'une crise mais fondamentalement d'un changement total de système économique. Dans les années qui viennent, la raréfaction du travail va se poursuivre de façon exponentielle. Il y en aura de moins en moins et pour de moins en moins de gens.

Nous avons accumulé un endettement jamais atteint autrement que lors de temps de guerre où il fallait bien financer les batailles. Pour faire face au service de cette dette, nous serons contraints soit d'imprimer massivement de la monnaie, soit de réduire considérablement les dépenses et restreindre la place de l'État et des transferts sociaux. Dans tous les cas, que ce soit par l'inflation (impression monétaire) ou par la déflation (réduction des dépenses), c'est le pouvoir d'achat des gens qui sera touché de plein fouet. D'abord progressivement (on le voit avec le gel des pensions) puis de plus en plus vite.

Lorsque j'invite de façon pressante mes lecteurs à se préparer, je le fais très sincèrement tant ce qui va nous arriver dessus sera épouvantable et particulièrement déstabilisant. N'oubliez pas que vous pouvez jouer sur votre PEL à savoir votre Patrimoine, votre Emploi et votre Localisation. C'est en articulant au mieux ces 3 éléments que vous saurez vous bâtir des protections efficaces contre l'hiver qui arrive à grands pas. Si je vous reparle de mon concept de PEL, c'est qu'il n'est pas si éloigné de ce que vous allez pouvoir lire un peu plus bas même si c'est exprimé différemment. En réalité, nous sommes de plus en plus nombreux à vous mettre en garde.

J'attire à nouveau l'attention de nos amis qui dépendent de la dépense publique. Que vous soyez fonctionnaires, retraités, agents de collectivités territoriales ou encore bénéficiaires des minimas sociaux, ou chômeurs, vous ne devez plus compter sur la « sécurité » procuré par un État. Vous êtes même parmi les plus fragiles. Ce n'est ni bien, ni mal et encore moins un jugement de valeur. Il faut juste en être conscient. En Italie, au moment où j'écris ces lignes, c'est ni plus ni moins que la sécurité de l'emploi pour les fonctionnaires qui est remise en cause et désormais les fonctionnaires pourront être virés que ce soit pour incompétence (ce qui fera du bien à certains, disons-le), soit – et c'est évidemment plus grave... – pour raison tout simplement économiques. Méditez cela. Méditez que ce qui était considéré comme acquis ne l'est pas. Ce qui se passe en Grèce ou en Italie finira par se passer chez nous.

C'est donc un écrit passionnant dont nous a gratifiés Jacques Attali dans une forme « de coming out » de la lucidité la plus crue dans son dernier papier intitulé « Débrouillez-vous » et qui, disons-le, là encore n'a pas vraiment eu ni beaucoup d'échos, ni un immense succès. Il faut dire que Jacques Attali y sombre clairement dans un côté survivaliste tendance contrarien qui me plaît fortement évidemment tant je partage son analyse mais qui a le défaut de déranger les beaux rêves de prospérité éternelle du plus grand nombre et de nos grands médias.

Voici ce que pense Attali

Débrouillez-vous !

« Que vous soyez l'un des 3,3 millions de chômeurs ou les autres, n'attendez rien du gouvernement et débrouillez-vous avec vos moyens.

On pourrait attendre de moi, en ce jour de changement d'équipe, trop longtemps annoncé et attendu, que j'explique, une fois de plus, ce que j'attends d'un éventuel nouveau gouvernement.

Et pourtant, je ne me prêterai pas à cet exercice convenu, lassé de l'avoir trop fait depuis tant d'années. En vain. Lassé d'avoir dit et répété, comme l'a fait ici aussi Christophe Barbier, qu'il était urgent de réformer le pays, d'une façon économiquement efficace et socialement juste. Lassé aussi d'exposer, d'article en article, de rapport en rapport, de livre en livre, le détail de toutes les réformes urgentes, formant le consensus silencieux de tous ceux qui, à gauche et à droite, s'intéressent aux affaires publiques ; mais avec rarement assez de courage pour admettre publiquement leur nécessité et leur urgence.

Si je ne le fais pas de nouveau aujourd'hui, ce n'est pas seulement pour ne pas me répéter, ni pour ne pas ennuyer mes lecteurs, mais parce que je voudrais pousser chacun de nous à aller plus loin, à anticiper une nouvelle déception et à faire un nouveau pari à la Pascal : non pas le pari de croire en Dieu, parce qu'on n'a rien à y perdre, mais celui d'agir pour soi, maintenant, indépendamment d'une hypothétique action publique. Parce qu'on a tout à y gagner.

En effet, de deux choses l'une :

Soit le futur gouvernement n'est pas à la hauteur des enjeux ; alors chacun aura agi à temps pour suppléer pour lui-même à son impuissance. Soit au contraire le gouvernement agit. Et là encore, de deux choses l'une : soit il échoue, ce qui ramènera au cas précédent. Soit il réussit, ce qu'évidemment je lui souhaite, et nul n'aura rien perdu à compléter l'action publique par une initiative personnelle.

En conséquence, ma recommandation à chacun de mes lecteurs est claire : agissez comme si vous n'attendiez plus rien du politique. Et, en particulier, comme si vous n'attendiez que le pire du gouvernement à venir. Et pire encore des suivants, quelle qu'en soit la couleur politique. Car, plus on tardera à réformer le pays, plus il sera difficile de le faire. Et les majorités à venir disposeront d'encore moins de moyens que l'actuelle, handicapée par l'inaction de ses prédécesseurs.

Concrètement, cela signifie qu'il convient de ne plus attendre la moindre amélioration des prestations sociales, la moindre baisse des impôts, la moindre création d'emploi public, ou la moindre décision positive d'aucune sorte.

Débrouillez-vous, tel est mon conseil. Cela veut dire : au lieu de rester chômeur et d'attendre une offre d'emploi, formez-vous, créez votre entreprise et votre emploi, avec les crédits encore disponibles ; si vous avez un emploi ennuyeux, inventez vous-même une nouvelle façon de faire votre métier, quel qu'il soit, plus amusante et plus créative. Si votre chef vous ennuie, inventez

une façon (il y en a mille) de le contourner, de le neutraliser. Si vous êtes chef d'entreprise, n'attendez pas de baisse d'impôt pour investir ou embaucher ; choisissez votre stratégie au regard du monde comme il est.

Et si cela passe par votre départ à l'étranger, faites-le, sans remords, pour un temps, sans pour autant céder à l'illusion d'exotiques miroirs aux alouettes.

Le monde appartiendra demain à ceux qui, aujourd'hui, auront su renoncer à attendre quoi que ce soit de qui ce soit. De leurs parents. De leurs patrons. De leurs maires. De leurs gouvernants.

Si, dans cet éloge du réalisme, il vous reste, ce que je souhaite, une once d'altruisme, alors aidez ceux qui vous sont proches à oser aussi. Surtout ceux qui sont trop faibles ou démunis pour pouvoir se prendre en charge. Pour cela, créez des solidarités associatives, et prenez vous-même en charge la responsabilité des générations suivantes.

Accessoirement, l'agrégation de ces égoïstes et de ces altruismes privés aura un effet dévastateur et positif sur les politiques, en les poussant à justifier enfin leur raison d'être.

Pensez à vous, aux vôtres. Et osez affronter la salvatrice solitude. »

Préparez-vous, l'hiver vient et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Charles SANNAT

« À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes »

Ceci est un article 'presslib', c'est-à-dire libre de reproduction en tout ou en partie à condition que le présent alinéa soit reproduit à sa suite. Le Contrarien Matin est un quotidien de décryptage sans concession de l'actualité économique édité par la société AuCOFFRE.com. Article écrit par Charles SANNAT, directeur des études économiques. Merci de visiter notre site. Vous pouvez vous abonner gratuitement www.lecontrarien.com.



USA : SPÉCIAL Chômage américain : officiellement « d'excellents chiffres », en vrai c'est la catastrophe !!



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Oyez, oyez braves imbéciles, excellente nouvelle portée à votre connaissance par sa sainteté le Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Le chômage baisse à son plus bas niveau, c'est la reprise, la croissance est là, le monde est merveilleux et vos élites veillent sur

vous.

C'est d'ailleurs tellement la croissance que le premier trimestre américain a vu une croissance légèrement négative s'établir à un petit - 2,9 %, ce qui est tout de même la preuve de la vigueur et du dynamisme américain.

Mais ne regardons pas le passé, regardons l'avenir, et notre futur est radieux, comme en attestent les derniers chiffres du chômage pour lesquels il faut

croire qu'aucun analyste n'a pris le temps ne serait-ce que de lire la synthèse officielle du BLS que je vous livre ici en exclusivité pour vous, lecteurs du Contrarien Matin.

Mais avant, rions un peu ensemble. Voici la dépêche AFP (Agence France Propagande) qui se félicite donc de cette situation extraordinaire pour l'économie américaine.

Wall Street : l'emploi américain porte le Dow Jones au-delà des 17 000 points

« Wall Street ouvrait en fanfare jeudi, emmenant son indice vedette le Dow Jones au-dessus du seuil psychologique des 17 000 points pour la première fois de son histoire, après l'annonce d'une embellie spectaculaire du marché du travail américain en juin. »

Et puis quand l'AFP est dithyrambique... elle l'est !!

« Un rapport mensuel sur l'emploi jugé excellent sur toute la ligne permettait à la place new-yorkaise de repousser encore ses limites tout juste avant le long week-end du 4 juillet, fête de l'Indépendance américaine. »

Ensuite l'AFP va interroger un expert (un type sérieux, pas un mauvais garçon comme moi qui ose aller lire les petits caractères dans les papiers qu'on lui donne gentiment).

« C'est positif à tous les niveaux, a jugé Gregori Volokhine de Meeschaert Financial Services. Pour la consommation, pour l'industrie, sans compter que cela fait un peu remonter le dollar, une bonne nouvelle pour la facture énergétique des États-Unis, en pleine hausse des prix du pétrole sur fond de crise irakienne. »

Enfin, toujours selon notre analyste sérieux, « ce rapport ne semble pas montrer de tension inflationniste ». En effet, « la seule chose qui aurait pu inquiéter les investisseurs, c'est une trop forte augmentation du salaire horaire, qui se traduit ensuite par une hausse des coûts, mais cette menace est écartée pour l'instant »...

Ouf, je dois vous avouer qu'un instant j'ai frémis d'angoisse à l'idée que les salaires des gens se mettent à monter plus rapidement que l'inflation et que la plèbe commence à s'enrichir un peu... cette idée est insupportable. Mais soyez sans crainte, le risque est écarté...

Et c'est sûr que de l'inflation sur les salaires, nous ne sommes pas prêts à en voir et encore moins aux USA et c'est d'ailleurs cela qui devrait se faire gratter la tête à nos crânes d'œuf de spécialistes.

Comment se fait-il qu'avec un taux de chômage bientôt sous les 6 %... c'est-à-dire « presque » du plein-emploi, il n'y ait aucune tension inflationniste sur les salaires ?

Et figurez-vous que la réponse figure en toutes lettres et de façon parfaitement compréhensible dans le dossier du BLS, qui est le bureau du labour statistiques en français. En clair, c'est l'organisme officiel qui vous donne les chiffres officiels. Ils ne mentent même pas... Ce sont les interprétations que l'on vous sert qui sont mensongères.

Les chiffres en vrais. Traduction des passages importants du dossier du BLS à la portée de tous pour comprendre l'ampleur du mensonge et de la désinformation à laquelle vous êtes soumis.

Ça commence comme ça :

Le total de l'emploi salarié non agricole a augmenté de 288 000 en juin, et le taux de chômage a diminué à 6,1 pour cent selon le Bureau of Labor Statistics des États-Unis.

Les gains d'emplois ont été généralisés (comprendre dans tous les secteurs), et en particulier tirés par la croissance de l'emploi dans les services professionnels et d'affaires, les services, le commerce de détail, les services de restauration et débits de boissons, et les soins de santé...

La fracture sociale américaine en chiffres avec quelques menues disparités, mais tout va bien.

Parmi les principaux groupes de travailleurs, les taux de chômage des femmes adultes (5,3 pour cent) et les Noirs (10,7 pour cent) ont diminué en juin, et le taux a augmenté pour les adolescents (21,0 pour cent). Les taux pour les hommes adultes (5,7 pour cent), les Blancs (5,3 pour cent), et les Hispaniques (7,8 pour cent) ont montré peu de changement.

Le taux de chômage était de 5,1 pour les Asiatiques pour cent (non désaisonnalisé), peu changé par rapport à l'année précédente.

Un ratio emploi-population au plus bas niveau historique !!

En juin, le taux de participation à la population active civile était de 62,8 pour cent. Le ratio emploi-population reste stable à 59,0 pour cent, et a montré peu de changement au cours du mois, mais est en hausse de 0,3 point de pourcentage au cours de l'année.

(NDLR il s'agit du taux le plus bas depuis les années 60...)

Accrochez-vous... lorsque la vérité dans sa cruauté totale apparaît !!

Le nombre de personnes employées à temps partiel pour des raisons économiques (parfois appelé travailleurs à temps partiel involontaires) a augmenté de 275 000 en juin à 7,5 millions.

Le nombre de travailleurs à temps partiel involontaires est en baisse sur l'année, mais n'a montré aucune tendance claire dans les derniers mois. Ces personnes travaillaient à temps partiel parce que leur nombre d'heures avait été réduit ou parce qu'ils ont été incapables de trouver un emploi à temps plein.

Arrêt sur image....

Soit une hausse « spectaculaire », « géniale », « extraordinaire » de 288 000 créations de postes au total DONT... 275 000 personnes appelées parfois « travailleurs à temps partiel involontaires »...

Hahahahahahahahahahahahaha oui c'est bien ça, vous avez bien lu et tout compris, et c'est là maintenant que vous pouvez rigoler en cœur face à l'immense mensonge de la croissance américaine en « croissance négative de 2,9 % » et où le chômage baisse de manière « spectaculaire »...

À ce niveau de mensonge, vous devez commencer à vous inquiéter très sérieusement pour la suite des événements.

Les découragés de la recherche d'emploi qui sortent du calcul...

Ces personnes (554 000) ne sont pas dans la population active, bien qu'étant disponibles pour travailler et ayant cherché un certain temps un travail dans les 12 mois précédents.

Ils ne sont pas comptabilisés comme chômeurs parce qu'ils n'ont pas cherché de travail au cours des 4 semaines précédant l'enquête.

(NDLR : François Hollande, fais pareil, sors des stats tous ceux qui ne cherchent pas pendant 4 semaines du travail et je t'assure mon François, ta courbe tu vas l'inverser très vite. Là encore, vous pouvez vous esclaffer de rire mais uniquement en privé et en cachette car tous ceux qui ont écouté le JT de 20 heures pensent vraiment que ça va mieux aux États-Unis puisque ils l'ont dit à la télé...)

Je vous passe le reste de la traduction du document du BLS que vous pouvez aller lire sur le site dont je vous donne le lien ci-dessous.

En conclusion :

Les États-Unis sont en récession et fortement au premier trimestre 2014 de 2,9 %. Ce n'est pas rien, c'est même un retournement très violent. Évidemment, le froid n'est qu'une excuse totalement fausse et ne tient pas la route lorsque l'on étudie les chiffres dans le détail quand bien même les aléas climatiques jouent évidemment un rôle dans l'activité économique mais pas pour expliquer presque 3 % de baisse du PIB américain en un seul trimestre.

Pour la suite, eh bien la croissance américaine, sur l'année 2014, sera au mieux très décevante et il faudrait une croissance incroyable pour rattraper les mauvais chiffres du début de l'année.

Enfin, la reprise de l'emploi est un leurre, il n'y a pas de reprise de l'emploi et c'est d'ailleurs cela qui explique la modération salariale et l'absence d'inflation sur les salaires.

Il y a juste une stabilisation néanmoins réelle et globalement si la situation sur l'emploi ne s'améliore pas elle ne se dégrade plus vraiment non plus mais tout cela reste très fragile malgré les milliers de milliards de dollars qui ont été injectés dans le système économique américain.

Pas de croissance, des niveaux d'endettement jamais atteints, une politique de mensonges inquiétante et la mise en place partout de mesures coercitives pour réquisitionner l'épargne et les comptes bancaires des gens sont autant d'éléments d'alerte qui devraient vous inciter à penser que le moment du « global reset », comme l'appelle Christine Lagarde, approche à grand pas. Jacques Attali nous parlait de 2015. Les faits vont sans doute lui donner raison. Accrochez vos ceintures.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Charles SANNAT

« À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes »

Ceci est un article 'presslib', c'est-à-dire libre de reproduction en tout ou en partie à condition que le présent alinéa soit reproduit à sa suite. Le Contrarien Matin est un quotidien de décryptage sans concession de l'actualité économique édité par la société AuCOFFRE.com. Article écrit par Charles SANNAT, directeur des études économiques. Merci de visiter notre site. Vous pouvez vous abonner gratuitement www.lecontrarien.com.

[Le dossier complet du BLS sur les derniers chiffres du chômage US ici](#)

Video : Pour Christine Lagarde, l'économie mondiale a besoin d'un... « reset » !



Je vous conseille cette vidéo hallucinante – qui m'avait échappé mais pas à notre camarade Martin Prescott qui en parle justement dans sa vidéo – où Christine Lagarde, lors du dernier sommet de Davos, a exprimé le plus clairement du monde mais aussi le plus crûment la situation dramatique dans laquelle se trouve l'économie

mondiale.

Vous serez tous ruinés ou presque dans ce grand « reset » dont elle parle dès les premières secondes.

Voilà une vidéo que je vais montrer à ma femme, avec un peu de chance... elle m'encouragera à acheter encore plus de boîtes de raviolis.

Faites passer et partagez cette vidéo au maximum autour de vous.

Charles SANNAT

Video : Philippe Béchade sur BFM Business



Le mercredi 30 juillet 2014, les enjeux de l'estimation des chiffres du PIB américain au deuxième trimestre et les chiffres mitigés des statistiques japonaises ont été les thèmes abordés par Philippe Béchade, analyste à la Bourse au Quotidien, et Isabelle Reux-Brown, directeur général délégué en charge des gestions chez Vega

Investments.

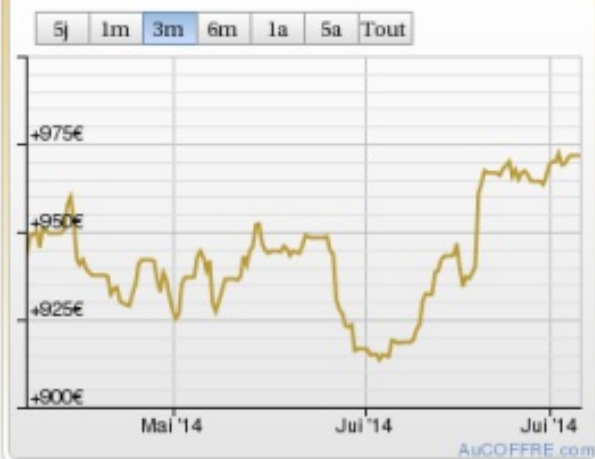
Un point de vue toujours digne d'intérêt de la part de notre Philippe Béchade national !

Charles SANNAT



Cotation du Jeudi 31 juillet 2014 à 07h00

Évolution once or ↓ 967.06 EUR/Once



Évolution once argent ↑ 15.44 EUR/Once



EUR
USD
GBP
CHF

Catégories Phares

▷ 20 Dollars US (Double Eagle)	1 057.02 €
	Prime : 12.96%
▷ 20 Francs Suisse Vreneli (1935L, 1947 et...)	189.43 €
	Prime : 4.95%
▷ 50 Pesos Mexicain	1 176.83 €
	Prime : 0.93%
▷ Demi-Napoléon 10 Francs	101.62 €
	Prime : 12.43%
▷ Krugerrand 1 once	1 000.43 €
	Prime : 3.45%
▷ Napoléon 20 Francs	192.94 €
	Prime : 6.90%
▷ Souverain	252.55 €
	Prime : 10.90%
▷ Souverain Elisabeth II	247.94 €
	Prime : 8.88%
▷ Vera Valor 1 once (LSP)	1 025.39 €
	Prime : 6.05%

[Voir toutes les cotations »](#)

AuCOFFRE.com